

la présente édition nous poursuivons cette analyse jusques et y compris l'année 1919. Une entente complète existe maintenant à ce sujet, entre ce Bureau et les différentes autorités provinciales, par laquelle les recettes et les dépenses ont été partout classifiées d'une façon analogue et sous une rubrique identique. Les tableaux **21** et **22** présentent, pour chacune des trois années 1917, 1918 et 1919, le budget des provinces. L'homogénéité établie permet d'établir des parallèles entre les différentes provinces, comme aussi de connaître la totalité soit de certaines recettes, soit de certaines dépenses, pour l'ensemble de la Puissance.

En procédant à ces comparaisons il faut toutefois tenir compte de ce que l'année fiscale n'est pas la même dans toutes les provinces. Dans l'Île du Prince-Edouard, le Manitoba et l'Alberta, l'année budgétaire se termine le 31 décembre, en Nouvelle-Ecosse le 30 septembre, au Nouveau-Brunswick et dans Ontario le 31 octobre, dans Québec le 30 juin, dans la Saskatchewan le 30 avril et dans la Colombie Britannique le 31 mars.

On trouvera dans le tableau **20** les recettes et les dépenses totales et par tête de la population, de chacune des provinces, pendant les années 1917-19. Les revenus ordinaires des neuf provinces pour l'année 1919, la dernière dont les chiffres nous soient connus, se sont élevés au total de \$77,476,695, au lieu de \$69,010,108 en 1918, \$58,150,691 en 1917 et \$49,878,000 en 1916. Pour la même année, les dépenses ordinaires ont atteint \$76,919,983, contre \$67,491,704 en 1918, \$59,872,829 en 1917 et \$52,607,645 en 1916. Les revenus se sont donc accrus de 55.3 p.c. pendant la brève période de trois ans, en même temps que les dépenses augmentaient de 46.2 p.c. La cause principale de cet accroissement de dépenses réside tout naturellement dans l'augmentation des appointements et des salaires des fonctionnaires et employés et dans la hausse des matériaux et marchandises; d'autre part, l'extension des attributions gouvernementales constitue un facteur d'accroissement des dépenses qui n'est pas négligeable.

C'est la province d'Ontario qui jouit des plus forts revenus, soit \$20,692,166 en 1919, Québec venant ensuite avec \$12,666,352 et la Colombie Britannique troisième, avec \$10,931,979. Au point de vue des dépenses, c'est également Ontario qui tient la tête avec \$21,980,585, Québec occupant le second rang avec \$12,371,131 et la Colombie Britannique le troisième avec \$9,887,145. Par tête de la population, les revenus les plus considérables sont ceux de l'Alberta \$16.80, de la Colombie Britannique \$15.21 et du Manitoba \$13.91, tandis que les plus fortes dépenses sont celles de l'Alberta \$16.21, de la Colombie Britannique \$13.66 et du Manitoba \$13.73.